### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

# REPUBLIQUE DU CONGO Unité \* Travail \* Progrès

# SECRETARIAT GENERAL

DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2008-84 ▶.....

du 15 avril 2008

portant approbation du plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques

## LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution;

Vu l'accord du 4 décembre 2004 relatif au programme de la facilité de la réduction de la pauvreté et la croissance :

Vu la loi n° 1-2000 du 1er février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-101 du 7 juillet 2003 relatif aux attributions du ministre de l'économie, des finances et du budget;

Vu le décret n°2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret 2008-4 du 11 janvier 2008 portant organisation des intérims des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

### DECRETE:

Article premier: Est approuvé le plan d'action gouvernemental de gestion des finances publiques dont le texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le (

2008-84

Denis SASSOU N'GUESSO

Par le Président de la République,

Pour le ministre de l'économie. des finances et du budget, extraission :

Le ministre d'Etat, ministre du plan et de l'aménagement du territoire,

# PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

\*\*\*\*\*

Approuvé par le décret n° 2008-84 du 15 avril 2008

bjectifs		Mesures prioritaires		D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					
. Améliorer la estion udgétaire et	1.1. Moderniser et renforcer le cad	re légal et règlementaire budgétai	ire et comptable					
omptable	Cadre légal et règlementaire  En fonction de la réglementation CEMAC en cours, élaboration et validation d'un chronogramme organisant la révision des textes.  Adaptation de la réglementation CEMAC en République du Congo	Elaboration et adoption de :  - la Loi organique,  - le RGCP,  - les projets de textes d'applications (Nomenclature budgétaire de l'Etat et Plan comptable de l'Etat).	Diffusion, vulgarisation et mise en vigueur de la loi organique, de la nomenclature budgétaire du règlement général de la comptabilité publique et du plan comptable de l'Etat.  Suivi, Evaluation et consolidation des actions entreprises.		AFRITAC UNION EUROPEENNE	La loi Organique est mise à jour et validée;  Le RGCP est révisé et validé;  Les projets de textes d'applications sont élaborés et validés:  -La Nomenclature budgétaire de l'Etat;  -Le Plan comptable de l'Etat.  (*) Toutes ces réformes sont conditionnées par les travaux CEMAC.	100% des textes (4) adaptés CEMAC sont disponibles en juin 2010	MEFB DGCP SGG PRCTG Equipe Projet

En	millions	de i	FCFA)	1

bjectifs	Mesures prioritaires			D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					,
	1.2. Améliorer l'exécution budgéta	ire						
	Rationalisation du circuit de la dépense  Recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense dans son ensemble en supprimant les tâches et contrôles redondants  NB. Etude a démarré en fin novembre 2007 et se poursuit	d'une commission mixte MEFB (DGD, DGI, DGE, DGB) /MPLAN (DGPD)/Commerce  Elaboration et validation du manuel relatif au nouveau circuit rationalisé et simplifié de la dépense tant sur le budget de fonctionnement que sur le budget d'investissement.	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation et la simplification du circuit de la dépense  Mise à jour du fichier et du suivi de la mercuriale Programmation des paiements en fonction des titres émis préalablement :  Exécution du principe « premier mandat émis,	X	IDA/FMI & FAD	Le circuit de la dépense est rationalisé ;  La mercuriale est adoptée, publiée et vulgarisée.	Réduction du nombre de postes de contrôle et de la durée de traitement de la dépense  Réduction de la durée de paiement des factures au trésor passe de 90 jours (2007) à 15 jours (2010).  En 2007  Les mandats relatifs aux	MEFB DGD DGI DGE DGB DGT DGCF PRCTG MPLAN DGPD C/CE Equipe Projet
	•	Elaboration, discussions, adoption, publication et vulgarisation de la mercuriale.  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	premier mandat payé » sauf dérogations prévues par les lois et règlements.  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.				priorités d'Etat font 1 à 3 jours ;  Par contre les mandats ordinaires prennent 3 j et peuvent aller jusqu'à 1 mois, 3 mois et voire un peu plus.	

.

bjectifs	Mesures prioritaires			D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
				PPTE			de résultat	
	1	2009	2010					
	Gestion de la Trésorerie  Tenue des réunions mensuelles pour la planification des ressources et des dépenses à payer:  - la limitation des paiements par anticipation (PPA) sauf les cas autorisés par la loi organique sur le régime financier de l'Etat;  - la centralisation de toutes les recettes et les dépenses par le trésor (principe de l'unicité de caisse) ainsi que de tous les fonds publics détenus et/ou gérés par d'autres administrations ou institutions;  - le rapprochement mensuel des mandats émis et payés.  NB. Etude a démarré en fin novembre 2007	Elaboration et publication du nouveau plan des engagements;  Diffusion et vulgarisation du plan des engagements;  Automatisation des écritures comptables du circuit de la dépense;  Actualisation tous les trimestres du plan des engagements et paiements pour chaque titre et chaque section.  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Production et diffusion trimestrielle d'une note de conjoncture budgétaire et financière, basée sur: - l'exécution en recettes et dépenses; - la situation de la trésorerie; - le TOFE.  Production d'un rapport trimestriel sur la situation financière et l'exécution du budget pour information au Conseil des Ministres.  Mise en œuvre actualisée du circuit de la dépense en s'appuyant sur des nouvelles procédures adoptées,  Poursuite de la limitation et réduction des paiements par anticipation (PPA).		Gouvernement	Le plan des engagements est mis en œuvre. Les fonds publics sont tous centralisés par le Trésor. Le compte de gestion est élaboré en temps réel.  Base (Recettes)  2005: 1245,7 FCFA 2006: 2007: 1623,4 FCFA Base (Dépenses) Courantes 2005: 575,3 FCFA 2006: 742,0 FCFA 2007: 697,7 FCFA Investissement 2005: 170,3 FCFA 2006: 359,8 FCFA 2007: 379,0 FCFA	Taux de centralisation des recettes et dépenses suite aux réunions mensuelles :  Valeur et % des impayés au 31/12/2006 = 0 FCFA 100%  Valeur et % des impayés au 31/12/2007 = 0 FCFA 100%  Recettes  2006/05 :1245,7 FCFA 67,02% 2007/06 :1623,4 FCFA 30,32%  Dépenses Courantes 2006/05 : 742 FCFA 28,98% 2007/06 : 697,7 FCFA -5,97% Investissement 2006/05 : 359,8 FCFA 111,27% 2007/06 : 379,0 FCFA 5,34%  Valeur et % des paiements par anticipation (PPA) au 31/12/2006 ND 31/12/2007 ND  Solde budgétaire Primaire en ressources propres : 2005 : 668,1 FCFA 2006 : 680,9 FCFA 2007 : 661,7 FCFA	CAB DGT CCA DGCP DGB DGI PRCTG DGPD TOFE Equipe Projet
							Baisse de 2,82%	

2n	mil	lions	de	FCFA'	)

bjectifs		Mesures prioritaires		D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp
	2008	2009	2010					•
	2008  Gestion de la dette  Recensement des textes créant la CCA en vue d'identifier les missions propres à cette institution  Réadaptation des textes de cette institution à la nouvelle donne.	Elaboration d'un plan de formation des agents de la CCA en vue d'optimiser l'utilisation du logiciel SYGADE (renforcement des capacités du personnel).	Suivi et évaluation des actions entreprises de 2007 à 2009	X	IDA/FAD	La dette est maîtrisée  La base des données est maintenue avec des sauvegardes	Nombre de textes revus et validés au 30/06/2008  Pourcentage des agents du service de la dette formés en 2004-2006 : 100%, soit : 13 sur 13.  Réduction de l'encours total de la dette au 31/12/2006  2001 : 4 525,11 FCFA	CCA DGT DGB DGPD PRCTG PAGE
							2002 : 4 531,30 FCFA 20% 2006 : 3 918,18 FCFA - 2,30% (Stock des arriérés, -2,91% et encours hors arriérés, 1% en 2006)	DGPD CCA DGT DGB DGCF PRCTG TOFE Equipe Projet
	Gestion des investissements publics  Réalisation d'une étude sur la rationalisation de la gestion de la dépense publique: « nouveau système de gestion des projets d'investissement publics ».  (TDR validés au 4 <sup>thre</sup> trimestre 2007 par l'IDA /FMI et par la Coopération française en charge de l'étude au MPLAN)  Révision des textes relatifs à la gestion des investissements.	Gestion des investissements publics  Rationalisation du circuit de la dépense;  Elaboration/actualisation et adoption du manuel des procédures de gestion des investissements sur la base d'un rapprochement DGT/Plan;  Révision de la clé de répartition institutionnelle de la gestion des investissements.	Gestion des investissements publics Evaluation de l'impact des réformes sur la gestion des investissements publics  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.	X	IDA/FMI/FAD & COOPERATION FRANCAISE	Le manuel de procédures de gestion des investissements est disponible dans les ministères sectoriels  Les investissements sont maîtrisés à la fois par le ministère du plan et les ministères sectoriels	Valeur et % d'exécution physique et financier au 31 décembre : 2005 : 167 783,7 FCFA 79,2% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% 2007 : 379 735,7 FCFA 94,75%	
2	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	·	·	•		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	·	

Solde at persions Lancement des travaux de reconsement des agents de l'Etat (tetus PUNAc en cours pour 2007) Lancement des travaux de reconsement des retravaux d	bjectifs		Mesures prioritaires		D. PPTE	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Resp.
Lancement des travaux de recensement des agents de l'Etat (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement des travaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement de recensement de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement des travaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007) Lancement de l'avaux de recensement de recens		2008	2009	2010					<u></u>
		Lancement des travaux de recensement des agents de l'Etat (Etude PURAC en cours pour 2007)  Lancement des travaux de recensement des retraités (Etude PURAC en cours pour 2007)  Lancement de l'avis de manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet pour réaliser l'Audit organisationnel du ministère de la fonction publique (Action attendues pour le 1er trimestre	Audit organisationnel du ministère de la fonction publique;  Mise en place d'un fichier unique: Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction des travaux du schéma directeur (réseaux informatiques).  Elaboration et adoption d'un manuel de procédures relatif à la	Finalisation de la mise en place du fichier unique: Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde (gestion de la paie) en fonction du réseau informatique.  Mise en œuvre du fichier unique: Fonction publique – Solde.  Mise en œuvre des recommandations issues	X	&	unique de la Fonction Publique (gestion administrative) et Direction de la Solde	paiements de la solde et pensions :  2005 : 12 736,29 2006 : 13 869,40	MEFB MFPRE et MTS ME PRCTG PURAC Equipe

		FCFA)	

bjectifs		Mesures prioritaires			Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	}
	1.3. Améliorer l'efficacité et la pert	inence du contrôle ex-anté						
	Contrôle Financier  Elaboration et validation des TDR  Lancement de la procédure relative à la passation des marchés pour le choix d'un consultant  NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémorandum de mars 2007 et Directives mission IDA, septembreoctobre 2007)	Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et les procédures de contrôle des finances publiques par la DGCF (Cf. Cadre institutionnel supra).  Adoption des recommandations issues de l'étude  Diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude  Suivi et Evaluation du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur  Suivi et Evaluation des procédures de contrôle et du	X	FMI/FAD UNION EUROPEENNE	Le manuel de procédures de contrôle des finances publiques est applicable Le guide du vérificateur est disponible Les contrôles financiers sont effectués par an avec production des rapports.	Nombre de contrôles annuels effectués par les agences de régulation suivant nouveau Code des marchés publics	DGCF DGT DGB PURAC Equipe Projet
	1.4. Assurer la fiabilité et l'exhaust	des finances publiques ;  Diffusion et vulgarisation du guide du vérificateur.  tivité de la comptabilité publique	guide du vérificateur.					
	Etude relative à l'identification des causes des dysfonctionnements sur la gestion des Dons et des différents fonds afin de les intégrer dans la balance du trésor.  (Action réalisée en 2007)	Prise en compte des recommandations dans la loi des finances 2008-2009  Suivi trimestriel des opérations de l'ordonnateur et du comptable sur les différents dons et fonds reçus.  Production des balances mensuelles 2008 définitives présentant des comptes réglementairement tenus	Mise en application des textes sur la comptabilité publique  Elaboration, validation et diffusion des projets de textes d'application du RGCP (cf. Cadre règlementaire supra);  Instauration d'une comptabilité matière et patrimoniale des biens de		Gouvernement	Le décret sur la comptabilité publique intégrant les dons et les différents fonds est disponible ;  La comptabilité matière et patrimoniale des biens de l'Etat est actualisée et applicable	Production des balances du Trésor est mensuelle 15 jours après l'arrêt des écritures :  2005 : 12, soit 100 % 2006 : 12, soit 100 % 2007 : 12, soit 100%.  Nombre des ministères (administrations publiques) qui appliquent la comptabilité matière	DGCP DGPD CCA DGT PRCTG Equipe Projet

n millions	de	FCFA)
------------	----	-------

bjectifs	Mesures prioritaires			D. Partenaires Résultats attendu			Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
. Améliorer la lerformance des dministrations iscales et louanières	Renforcement des capacités prévisions des recettes des impôts et des douanes  Analyse des études existantes et faire le point de la formation du personnel, informatique et communication.  Mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes		Suivi et évaluation des mesures entreprises en 2008 et 2009.	X	IDA/FMI/FAD & UNION EUROPEENNE	Les recettes augmentent grâce à la mise en œuvre des plans d'action et recommandations issues des audits opérationnels des impôts et des douanes.  Nombre d'agents formés suivant le plan d'action	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes fiscales : 2006 2002: Prévisions : 135,00 FCFA Réalisations : 123,3 FCFA Pourcentage : 92,81% 2003 Prévisions : 151,50 FCFA Réalisations : 131,40 FCFA Pourcentage : 98,48 % 2004 Prévisions : 151,34 FCFA Réalisations : 140,2 FCFA Pourcentage : 98,48 % 2005 Prévisions : 157,80 FCFA Réalisations : 167,80 FCFA Réalisations : 167,80 FCFA Pourcentage : 100,533 % 2006 Prévisions : 173,40 FCFA Réalisations : 173,40 FCFA Réalisations : 173,40 FCFA Pourcentage : 100 % 2007 Prévisions : 193,40 FCFA Pourcentage : 108,58 % Valeur et des recettes 2002: Prévisions : 45,219 FCFA Réalisations : 46,219 FCFA Réalisations : 46,219 FCFA Réalisations : 45,800 FCFA Pourcentage : 78,11 % 2003 Prévisions : 45,800 FCFA Pourcentage : 78,11 % 2003 Prévisions : 45,800 FCFA Pourcentage : 100,53 % 2005 Prévisions : 55,70 FCFA Réalisations : 42,70 FCFA Réalisations : 53,50 FCFA Pourcentage : 96,05 % 2007 Prévisions : 57,70 FCFA Réalisations : 65,00 FCFA Réalisations : 65,00 FCFA Réalisations : 65,00 FCFA Réalisations : 65,00	DGI DGDDI DGT PRCTG
<b>ΔΛ</b>							Sources : TOFE/MEFB DEPI Douanes DGI	

'n	millio	ns de	FCF.	4 1

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
	Maîtrise des exonérations	•			IDA/FMI &			DGI
	Recrutement d'un consultant pour la réalisation d'une étude sur l'impact des exonérations fiscales et douanières.	Poursuite de la mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations	Poursuite des opérations relatives aux contrôles des exonérations : DGI, DGB, DGD		Gouvernement	Les recettes fiscalo- douanières augmentent suite à la réduction des exonérations	Valeur et pourcentage de réduction des exonérations fiscales 2002 :59 390,23 FCFA	DGDDI DGT DGB PRCTG
	Mise en œuvre des recommandations issues des audits organisationnels DGI-DGD financés par le PRCTG 1	Participation DGI DGB, DGD dans le contrôle des exonérations  Poursuite des opérations de	Poursuite des opérations de recouvrements fiscalo-douaniers sur l'ensemble du territoire national		<u>,</u>		2003 :45 955,53 FCFA - 31% 2006 : Néant Valeur et	
	Réalisation de l'étude (3 mois) sur l'impact des exonérations fiscales et douanières.	recouvrements fiscalo-douaniers sur l'ensemble du territoire national	Suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations et des				pourcentage de réduction des exonérations douanières 2001 : 55 219,40 FCFA 2002 : 59 390,20	
	Mise en œuvre des recommandations issues de l'étude sur les exonérations		actions entreprises en 2008.				2003 : 45 955,50 2004 : 52 086,03 2005 : 108 957,10 FCFA 109%	
<b>^</b>	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.	Aucune nouvelle exemption fiscale et douanière exceptionnelle.				2006 : 176 397,15 FCFA -2% 2007 : 205 000 (Prov)	

Pétrole			X	IDA/FMI			
Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat signé en mars 2008)	Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières  Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation;	Suivi et évaluations des recommandations issues de : l'étude sur la modélisation des réserves et recettes pétrolières		& Gouvernement	Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la modélisation des réserves et des recettes en 2008 ;	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières depuis 2002 : 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA	MH: SNPC DGH MEFB TOFE Observ. EITI: Cel Hyd PRCTG PURAC
Recrutement d'un Cabinet pour la mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélude aux travaux sommaires en cours dans	Suivi et évaluation des dispositions comptables.	Suivi et évaluation des dispositions comptables.			Les rapports annuels sont disponibles en temps réel.	483,04% 2007 : 1 346,4 FCFA 412,91%	
ladite société (procédures de passation de marchés terminées en 2007 et contrat en cours de signature par le MEFB en mars 2008)  Etude sur la valorisation des actifs SNPC (étude terminée au 3 <sup>4me</sup> trimestre 2007)	Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC			La valeur des actifs SNPC issus de l'ex- société Hydrocongo est connue	Valeur des réserves SNPC au 31/12/2007 (en cours)	

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	<u> </u>
	Pétrole  Recrutement d'un consultant chargé du suivi de la fiscalité pétrolière : Elaboration des TDR		Pétrole	X	IDA/FMI & Gouvernement		Valeur et pourcentage	DGI DGDDI DGT
	courant premier semestre 2008 et mise en place d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière pour le second semestre 2008.					La Cellule des Hydrocarbures du	d'augmentation des recettes pétrolières 2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA	DGB PRCTG
	Recrutement d'un consultant chargé des questions juridiques, de fiscalité et de la statistique pétrolière : Elaboration des TDR courant premier semestre 2008.	Mise en œuvre du suivi du système relatif à la gestion des questions juridique, de fiscalité et de la statistique pétrolière.	Suivi et évaluation des recommandations issues des actions entreprises en 2008 et 2009.			MEFB dispose d'un système de suivi de la fiscalité pétrolière et d'une base de données à jour d'informations qui	483,04% 2007 : 1346,4 FCFA 412,91% Base des données à	
	Renforcement des capacités de la cellule des hydrocarbures : Statut du personnel.	Mise en œuvre de la base des données sur la base des données sur la fiscalité pétrolière.				permettre la prise des décisions.	jour de publication  Pourcentage des	
							agents formés usant des nouvelles connaissances	
	Recrutement d'un Cabinet pour la réalisation d'une étude sur la modélisation des réserves et des recettes de la SNPC (procédures de passation de marchés terminées en 2007)	Réalisation de l'étude sur la modélisation des réserves et des recettes pétrolières	Suivi et évaluations des recommandations issues de : l'étude sur la modélisation des			Le modèle est disponible ainsi que les premiers résultats relatifs à la	Valeur et pourcentage d'augmentation des recettes pétrolières	MH: SNPC DGH MEFB Observ. EITI:
	Recrutement d'un Cabinet pour la	Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la modélisation ;	réserves et recettes pétrolières			modélisation des réserves et des recettes en 2008 ;	2002 : 262,0 FCFA 2006 : 1 530,5 FCFA 483,04%	Cel Hyd PRCTG PURAC TOFE
	mise en place d'une comptabilité analytique à la SNPC prélude aux travaux sommaires en cours dans ladite société (procédures de passation de marchés terminées en 2007	Suivi et évaluation des dispositions comptables.	Suivi et évaluation des dispositions comptables.			Les rapports annuels sont disponibles en temps réel.	2007 : 1346,4 FCFA 412,91%	
	Etude sur la valorisation des actifs SNPC <u>(étude terminée au 3<sup>time</sup> trimestre</u> 2007)	Mise en œuvre du plan d'action et des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC	Suivi et évaluations des recommandations issues de l'étude sur la valorisation des actifs SNPC			La valeur des actifs SNPC issus de l'ex- société Hydrocongo est connue	Valeur des réserves SNPC au 15/09/2007	

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
. Accroître le iveau et l'impact es dépenses	3.1. Améliorer et rationaliser la pré	paration du budget						
ubliques sur la éduction de la auvreté	Préparation budgétaire  1. Mise en place d'un comité interministériel pour la coordination en vue de la préparation et l'élaboration d'un budget unifié de l'Etat (fonctionnement et investissement).  - Revue des calendriers de préparation budgétaire pour les budgets 2008 et 2009 en vue de fixer en détail par un texte règlementaire indiquant les délais minima pour chaque étape de préparation, y compris pour le cadrage macroéconomique 2008-2009  - Lettres de cadrage budgétaire pour la discussion des projets de budgets au sein du Gouvernement;  - Tenue des conférences budgétaires au profit des ministères sectoriels et institutions concernées.	Recensement et actualisation à tous les niveaux de la dépense publique, des guides et manuels de procédures adapté au budget unifié (engagement, liquidation, ordonnancement et paiement);  Elaboration d'un manuel méthodologique de préparation du budget unifié.  Préparation du budget unifié 2009 démarre en février 2008 (cadrage budgétaire).	Validation des guides et manuels de procédures;  Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures;  Application des guides et manuels de procédures  Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.	X	IDA/FMI/FAD	Le cadrage macroéconomique 2008-2009 est validé et diffusé.  Le manuel méthodologique du budget unifié est validé et diffusé.  Les charges communes sont maîtrisées progressivement et stabilisées à 5% à partir de 2010  Charges communes observées (en millions) 2005 : 76 336,2 FCFA 2007 : 102,2 FCFA	Taux annuel d'exécution financière du volet investissement : 2005 : 169 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4% 2007 : 396 735,7 FCFA 100% Taux annuel d'exécution financière du volet fonctionnement : 2005 : 898,4 FCFA 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17% 2007 : 1 076,7 FCFA  Réduction à 5% des charges communes par rapport au volet fonctionnement Taux annuel 2005 : 898,4 FCFA 2006 : 1 225,7 FCFA 36,43% 2007 : 1 076,7 FCFA Gible 2010 = 5% 2006/2005 : 18,29% 2006-2007 :	DGPD DGB Trésor P CCA TOFE PRCTG Equipe Projet
. Accroître le liveau et l'impact les dépenses oubliques sur la éduction de la nauvreté	Classifications budgétaires  - Définition des types de procédures d'exécution budgétaire et des nomenclatures des pièces justificatives  - Définition d'un référentiel de délais de traitement en matière de dépenses publiques.  - Signature du décret adoptant la classification fonctionnelle (Novembre - Décembre 2007)	Budget 2008 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001;  Diffusion et vulgarisation des guides et manuels de procédures identifiés;  Application des guides et manuels de procédures;  Suivi et évaluation du budget exercices 2008 et 2009.	Budget 2009 présenté selon la classification fonctionnelle basée sur la norme GFS 2001.  Suivi et évaluation du budget exercices 2009 et 2010 ainsi que des impacts des procédures mises en place.	X	IDA/FMI/FAD	Le budget est élaboré conformément aux recommandations du DSRP et de la nomenclature fonctionnelle  Les dépenses sont alignées sur le DSRP	Taux annuel d'exécution financière du budget d'investissement : 2005 : 169 233,7 FCFA 79,80% 2006 : 357 179,5 FCFA 106,4%  Taux annuel d'exécution financière du budget de fonctionnement : 2005 : 898,4 FCFA 107,03%. 2006 : 1 225,7 FCFA 104,17%. Pourcentage des dépenses conformes à la DSRP base 2007	DGB DGCP DGT CCA PRCTG Equipe Projet

n millions de FCFA) bjectifs Resp Mesures prioritaires **Partenaires** Résultats attendus Indicateurs PPTE 2008 2009 2010 de résultat Accroître le 3.2. Aligner le contenu du budget sur les priorités du DSRP iveau et l'impact Préparation du Budget 2009 et Primature Préparation du Budget 2010 et Préparation du Budget IDA/FMI/FAD Taux annuel d'exécution X DGPD financière du budget es dépenses lien avec le DRSP 2011 et lien avec le lien avec le DRSP DGB d'investissement ubliques sur la DRSP budgets 2008, Les DGCP 2005: 169 233,7 FCFA éduction de la 2009 et 2010 sont 79.80% Trésor P auvreté conformes DOI 2006: 357 179,5 FCFA aux PRCTG 106.4% Exécution du priorités du DSRP Collecte tous Exécution du budget 2009 aux budget Equipe 2007:000 000,0 FCFA organigrammes des ministères normes internationales 2010 aux normes Projet 106.4% sectoriels internationales Dépenses pro pauvres 2005: 63 964,3 FCFA Mettre en œuvre les classifications Evaluation du budget 2008 Evaluation du budget 71,20% 2006:168 334.6 FCFA aux 2009 budgétaires normes 102.01% internationales, y compris, une Tx annuel d'exécution classification fonctionnelle basée Préparation du budget Préparation du budget 2010 financière du budget de 2011 sur le GFS 2001 fonctionnement 2005: 898.4 FCFA 107.03% Exécution du budget 2008 aux 2006: 1 225.7 FCFA normes internationales 104.17% 2007:000 000,0 FCFA Evaluation du budget 2007 106.4% Dépenses pro pauvres 2005: 154,5 FCFA Préparation du budget 2009 Evaluation des impacts 2006 : 247,6 FCFA relatifs aux réformes. Variation dépenses Prop. 2005-2006 : 64,90% 2006-2007: DGPD IDA/FMI/FAD Cadre à moyen terme pour une Accroître le X DGB gestion viable des dépenses et iveau et l'impact DGCP Le CDMT est es dépenses recettes publiques: DGT opérationnel ubliques sur la IGF Elab@ration d'un Application du cadre cadre Validation cadre éduction de la Valeur et DOI macroéconomique révisé à trois macroéconomique. PRCTG macroéconomique : La base des données auvreté pourcentage ans (TDR en cours de validation, mars Equipe disponible d'augmentation des Mise en œuvre du CDMT pour Projet 2008); actualisée : recettes publiques 2. Achèvement et publication du 2008 - 2009 : 2005: 1 245.7 FCFA CDMT comprenant une Définition d'un plan L'unicité de caisse est 2006: 1 791,0 FCFA intersectorielle Mise en place de la politique de collaboration d'action pour la maîtrise 43,77% effective; conforme aux priorités du DSRP et la recette ; et la gestion de la recette 2007: 0 000.0 FCFA contraintes macro 00,00% et de la dépense Les recettes sont en économiques (Action attendue fin Diffusion et vulgarisation de la (prenant en compte la amélioration : août 2008); politique de la recette dans les mise en place d'un circuit Valeur et 3. Adoption et inclusion du CDMT ministères sectoriels ; informatisé de la recette pourcentage des La rétrocession des 2008 dans la préparation du

et de la dépense)

du CDMT

Evaluation à mi-parcours

Centralisation de l'information de

la recette des ministères

sectoriels par le MEFB en 2008

Gestion de la recette en 2009.

budget 2009. v compris les

premiers CDMT Sectoriels (Action

macroéconomique et mise en œuvre du CDMT pour 2008- 2010.

du

cadre

attendue en fin août 2008);

Validation

dépenses

respecté le

mis en place

fonds par le MEFB aux

ministères sectoriels

est effective.

ayant

circuit

bjectifs		Mesures prioritaires	2010	D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
<u> </u>	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
i	4.1. Mettre en place un système de		efficace et transparent	X				
lenforcement	Voir énumération dans l'objectif 5 : « Gestion de la réforme »		Voir énumération dans l'objectif 5					
u cadre	4.2. Assurer une reddition de com				'			
duciaire	Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements	Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements	Amélioration du reporting et de la production des lois de règlements		IDA /FMI UNION EUROPEENNE	Les comptes de gestion sont élaborés	Nombre des comptes de gestion	AN CCDB MEFB
	-Comptes de gestion en chiffres -Comptes de gestion sur pièces	-Construction des salles d'archives; - Formation des archivistes des pièces comptables et des états financiers; -Formation des magistrats et cadres la cour des comptes à l'examen des comptes de gestion en chiffres et sur pièces -Formation des parlementaires à l'examen de la loi de règlement et à son explication comme à sa diffusion.	Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 - 2009		COOPERATION FRANCAISE	et adoptés  Le renforcement des capacités des parlementaires et des magistrats/cadres de la CCDB est assuré	adoptés en temps réel  Nombre de parlementaires, magistrats/cadres formés usant des nouvelles capacités dans le contrôle	DGCP DGT PRCTG Equipe Projet MPLAN MJDH
	Réalisation du schéma directeur de développement informatique et réseaux de l'administration financière de l'état sur la base de l'étude existante (Action démarrée en novembre 2007)  Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 1):  -Commandes des matériels, logiciels et équipements informatiques et réseaux:  - Etude d'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.).	Systèmes informatiques  Mise en œuvre des options d'informatisation et réseaux du schéma directeur (phase 2):  - Poursuite de l'informatisation des principaux processus de gestion des finances publiques (chaînes des recettes et dépenses, comptabilité, trésor, balance du Trésor, etc.);  - Poursuite de la réalisation des activités prioritaires (celles qui accompagnent le déploiement des projets en cours): SYDONIA, SYSTAF et NIU, HR.PAYROLL	Systèmes informatiques  Finalisation de la chaîne de la dépense depuis la demande d'engagement jusqu'à l'apurement du paiement;  Collecte des données pour le calcul des indicateurs de résultat et de performance des recettes et des dépenses.		IDA /FMI/FAD UNION EUROPEENNE	Le schéma directeur et le manuel de procédure sont adoptés;  L'interconnexion des régies et des administrations est opérationnelle;  La production des comptes publics fiables est effective en temps réel	Réduction du temps mis dans la production des rapports  Délais d'exécution des missions réduites dans les Agences d'Exécution du Projet (AEP)	MEFB DOI PRCTG Equipe Projet AEP

bjectifs		Mesures prioritaires	<u> </u>	D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
Renforcement u cadre duciaire	4.3. Renforcer l'efficacité du contr Inspection Générale des Finances & Inspection Générale d'Etat	Lancement et réalisation des études visant à définir les compétences et	Mise en œuvre des recommandations issues des		FMI/IDA/FAD	Les recommandations		IGF IGE DGCP DGB
	Elaboration et validation des TDR  NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB	les procédures de contrôle des finances publiques par la IGF (Cf. Cadre institutionnel supra) ;  Adoption des recommandations	études Suivi et évaluation de la mise		UNION EUROPEENNE	issues des audits sont mises en application Le manuel de	Nombre de contrôles financiers effectués par an.	Trésor PURA PRCTO Equipe Projet
	(Mémorandum PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre 2007)	issues de l'étude ;  Adoption, diffusion et vulgarisation d'un manuel de procédures de contrôle des finances publiques applicables à l'IGF et à l'IGE ;  Adoption, diffusion, vulgarisation et	en œuvre du manuel de procédures de contrôle et du guide du vérificateur			Le guide du vérificateur est adopté		
	4.4. Renforcer l'audit externe	application du guide du vérificateur.						ļ
Renforcement lu cadre iduciaire	Contrôle juridictionnel et parlementaire  Recrutement d'un consultant pour élaborer le manuel des procédures  Constitution des groupes de travail  Recensement des bénéficiaires de la formation	- Organisation des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques; - Elaboration d'un guide de contrôle à la Cour des Comptes (manuel de procédures) en conformité avec les normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI; - Elaboration des projets de textes réglementaires sur le statut des juges financiers.	Suite des séances de formation sur la gestion et le contrôle des finances publiques et le contrôle des finances publiques     Adoption des textes réglementaires     Mise en application des textes.		FMI/IDA/FAD & UNION EUROPEENNE	Le manuel de procédures est conforme aux normes internationales des Instituts Supérieurs de Contrôles et l'INTOSAI  Les contrôles juridictionnel et parlementaire sont effectifs et améliorés	Nombre des comptes des comptables publics examinés par an  Nombre de contrôles juridictionnel et parlementaire effectués par an;  Nombre de lois de règlement diffusé dans les délais;  Nombre des cadres de la CDCDB formés 18 soit 100%  Nombre des Parlementaires formés (ND).	PURAC CDCDI AN SENAT MEFB DGCP PRCTG Equipe Projet

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
	5.1. Cadre institutionnel du MEFB							
. Gestion de la éforme	Lancement de l'étude pour adapter l'organisation des services de la DGB, du Trésor, de la DGCF, de la DGCP, de l'IGFsur la base des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense (TDR validés en fin octobre 2007 et poursuite de la procédure de la passation de marchés)  NB. Cette étude est prise en compte dans l'audit global opérationnel du MEFB (Mémorandum PRCTG de mars 2007 et Directives mission IDA, septembre-octobre	Suivi et évaluation de la mise en oeuvre et évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense.  Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.	Suivi et évaluation de la mise en oeuvre et évaluation des recommandations issues de l'étude sur la rationalisation du circuit de la dépense.  Mise en œuvre des recommandations issues de l'audit global dont l'IGF.		FMI	L'audit global du MEFB clarifie les nouveaux organigrammes des directions générales.	Le temps de latence entre l'ordonnancement et le paiement réel aux fournisseurs est réduit de moitié (50%);  Nombre des rapports annuels sur l'état d'avancement de qualité satisfaisante et	DGB Trésor DGCF DGCP IGF DGPD PRCTG PURAC
	Validation et mise en œuvre de nouveaux organigrammes à partir des circuits d'élaboration et d'exécution du budget.  5.2. Marchés publics						soumis à temps	
	<b>A</b>							
	Recrutement d'un expert pour une durée d'un (1) an et d'un cabinet pour une durée de trois (3) mois pour appui au Comité de la réforme des marchés publics (CRMP)  - Assistance technique au CRMP et à la Commission - Code des Marchés publics - Textes d'accompagnement - Formation des membres - Atelier de validation du Code par la Commission des Marchés Publics.	Adoption et vulgarisation du plan d'actions du CPIP par le Gouvernement; Diffusion, vulgarisation et application du nouveau Code de marchés et des textes y relatifs  Renforcement des capacités aux agents du secteur public et du secteur privé en vue de développer leurs compétences et de se professionnaliser dans le cadre du nouveau des marchés publics.	Mise en place des mécanismes de contrôle internes et externes  Suivi et évaluation de l'application du code des marchés publics aux normes internationales  Reporting 2007 – 2009 aux partenaires	X	IDA	Le CPIP est adopté et diffusé  Le code des marchés publics et les textes y relatifs sont adoptés et mis en vigueur ;  Le renforcement des capacités est assuré.	% des marchés publics passés et conformes aux normes internationales: Néant au 31/12/2006 % des marchés publics exécutés et payés dans les délais. % des marchés publics passés en AO (DGGT et DCMCE) % des marchés publics passés de gré à gré % des marchés publics respectant les délais règlementaires.	Primature PRCTG DGGT DCMCE SG/PR DGPD Agences Régular

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	ļ
	5.3. Coordination avec les bailleur	s de fonds						
	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les bailleurs de fonds  Diffusion et vulgarisation du cadre par les médias	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias  Organisation des réunions de concertation	Suivi des recommandations des réunions de concertation		Bailleurs & Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions  Publication des avancées sur site Web/MEFB	MEFB et les Bailleur s de fonds
	5.4. Coordination entre MEFB et M	inistères Sectoriels						
Gestion de la réforme	Définition d'un cadre de concertation du MEFB et les ministères sectoriels	Poursuite des actions de diffusion et de vulgarisation du cadre à travers les médias	Evaluation de la mise en œuvre des réunions de concertation inter ministérielles		Gouvernement	Le cadre de concertation est défini et opérationnel	Présentation des comptes rendus des réunions	MEFB et les Mini sector.
	Diffusion et vulgarisation du cadre de concertation par les médias	Organisation des réunions de concertation inter ministérielles					Publication des avancées sur site Web/MEFB	
	5.5. Renforcement des capacités to	echniques du MEFB		,				
	Création en 2007 du Centre de Perfectionnement des Agents des Finances (CPAF)  Désignation des responsables du CPAF  TDR du consultant chargé d'appui technique au CPAF ont été élaborés et soumis à l'approbation de la tutelle pour lancement de la manifestation d'intérêt au cours du 2 second trimestre 2008.	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations des agents administratifs des secteurs concernés;  Renforcement des capacités des agents des secteurs publics et privés;  Suivi et évaluation du plan de formation.	Poursuite de la mise en œuvre du plan d'action des formations et renforcement des capacités des agents administratifs des secteurs concernés  Suivi et évaluation du plan de formation		IDA & Gouvernement	Le plan d'action de formation est mis en ceuvre  Le rapport de formation est publié prenant en compte les indicateurs de performance du centre.	Nombre d'agents formés suivant le plan de formation  Nombre des rapports produits par les points focaux	MEFB DRHF PRCTG CPAF CENAGE S
αΛ	Définition d'un plan d'action opérationnel des formations et de renforcement des capacités des agents du MEFB, des secteurs publics et privés.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.					

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
	5.6. Renforcement des capacités t	echniques des Ministères Sectori	els		·			
. Gestion de la , réforme	Assistance technique aux ministères sectoriels par une équipe du MEFB chargée d'étudier et d'apporter une solution aux difficultés rencontrées dans l'exécution de Budget 2006-2007;      Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier	Poursuite de l'assistance technique à l'endroit des ministères sectoriels au titre de l'année 2009  Appui technique aux ministères sectoriels dans la définition et la préparation de la loi des finances 2009 en conformité avec le calendrier établi.	Suivi et évaluation du plan de formation du CPAF  Evaluation des impacts		Gouvernement	Le rapport diagnostic qui prend en compte les besoins relatifs à la préparation du budget, à son exécution et la formation des agents (ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités) est validé et disponible	Nombre ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités formés suivant le plan de formation par secteur;	MEFB DRHF et les Mini sectoriels PRCTG CENAGE S CPAF
	établi ;  - Formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités en conformité avec le plan de formation du CPAF.	Poursuite de la formation des Ordonnateurs secondaires et gestionnaires d'activités ;	de gestion du changement	·		Les ordonnateurs secondaires et les gestionnaires d'activités sont formés	Nombre des mesures du rapport diagnostic pour l'assistance aux ministères sectoriels mis en application	
4.7	•	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009- 2010.			L'équipe désignée par le MEFB intervient effectivement en appui technique aux ministères sectoriels		

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
ontribuer à	6. Rationalisation de la prép	aration et de l'exécution du budg	et					
amélioration le la louvernance conomique et nancière	Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF)-IGF-DGT-DGB  - Recrutement d'une assistance technique pour conduire le renforcement des capacités des institutions de rationalisation budgétaire et de contrôle interne.  - Recrutement d'une assistance technique pour la gestion de réseaux informatiques  - Organisation des séances relatives à :  • l'élaboration des procédures et de gestion comptable  • Initiation à la bureautique		DGC Financier - IGF-DGT-DGB  Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		ACBF/FAD	Les prévisions budgétaires sont améliorées  Le suivi des dépenses propauvres est amélioré  L'amélioration du CDMT est effective.	Le budget couvre toutes les dépenses et recettes de l'Etat; Les dépenses hors budget sont clairement identifiées  Meilleure prévisibilité triennale des ressources allouées à la lutte contre la pauvreté	MEFB: DGCF IGF DGT DGB DRHF Mini sectoriels Equipe P PRCTG CENAGE S
	et acquisition des matériels, informatiques et des logiciels.							
		ités des institutions de rationalisa	tion budgétaire et		ACBF/FAD			
·	Direction Générale du Contrôle Financier (DGCF) – IGF –DGT-DGB   Recrutement d'un consultant en administration réseaux et systèmes y compris le plan de formation et l'élaboration des procédures et gestion comptable  Acquisition des équipements et logiciels informatiques  Formation des agents utilisateurs du système réseau	Direction Générale du Contrôle Financier – IGF – DGT - DGB  Mise en œuvre du réseau, du système et des procédures de gestion  Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur  Suivi des actions de 2008 et 2009.	DGC Financier - IGF - DGT - DGB  Formation des cadres des institutions concernées dans les procédures et gestion comptable, initiation à la comptabilité sur ordinateur  Suivi et évaluation des actions inscrites en 2008 et 2009  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.			L'amélioration des procédures des services financiers pour renforcer les contrôles à postériorité;  L'acquisition des équipements et logiciels d'une part, et la formation des agents et cadres, d'autre part, sont effectifs.	Le système réseau est en place	DGCF IGF DGT DGB CPAF Equipe P PRCTG

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	<u> </u>
		tés et de l'efficacité des institutio	ns de contrôle externe				****	ļ
Contribuer à amélioration le la jouvernance conomique et nancière suite)	8.1. Parquet Général/CC  Acquisition des équipements informatiques pour le Parquet Général:  - 07 Ordinateurs PC - 04 Ordinateurs portables - 06 Imprimantes de bureau - 04 Imprimantes portables - 02 Scanners - 05 Onduleurs.  Mise en place d'un fonds documentaire pour le Parquet Général.	Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général  Suivi de la mise en place du fonds et de sa fréquentation	Suivi et Inventaire des immobilisations près du Parquet Général		ACBF	Les acquisitions en équipements informatiques sont effectives et d'utilisation correcte.  Le fonds documentaire près du Parquet Général est ouvert aux magistrats, vérificateurs ainsi qu'au public	Base des données à jour de consultation et de restitution des informations  Nombre de consultants du fonds documentaire	MJDH: CC Parquet Général Public Equipe PRCTG
Contribuer à amélioration le la jouvernance conomique et nancière suite)	8.2. Commission des Affaires juridiques (CAJ)  Formation des parlementaires de la CAJ du Sénat et de l'Assemblée  Formation, séminaires de formation de 40 femmes leaders sur :  - La budgétisation et genre - L'utilisation de l'outil informatique.  Acquisition des équipements informatiques pour la CAJ :  - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 04 Onduleurs.	<ul> <li>L'allocation des ressources budgétaires</li> <li>Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires juridiques avec ouvrages spécialisés de droit et finances et des périodiques.</li> </ul> Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.	Suivi des actions entreprises en 2008 et 2009.  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		FAD/ACBF	La formation, les ateliers et les séminaires en faveur des femmes leaders parlementaires sont effectifs.	Nombre des femmes leaders formés à la gestion budgétaire et outil informatique.  Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget  Réduction du retard dans le vote des lois de règlements	Parlem. Femmes leaders Société civile CPAF Equipe P PRCTG

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
Contribuer à amélioration le la	8.3. Commission Economie et Finances du Parlement (CEF)  Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :  - Accords de prêts - Contrats pétroliers  Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur :  - Le contrôle budgétaire - La loi des finances - Le budget fonctionnel - L'utilisation des outils informatiques/Internet.	Formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :  - Utilisation ressources PPTE - Fonctionnement et compétences parlementaires - Mise en place d'un fonds documentaire pour la commission affaires économiques et financière.  Séminaires nationaux de formation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les techniques d'élaboration et d'analyse budgétaire.	Suivi du plan de formation près du CPAF  Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009-2010.		FAD/ACBF	L'amélioration du contrôle législatif est effective  La maîtrise des audits de performance par la Cour des Comptes pour l'efficacité du contrôle judiciaire	Augmentation du nombre des comptes et établissements publics audités par an par la CCDB  Réduction du retard dans l'examen et le vote du budget  Réduction du retard dans le vote des lois de règlements	Parlement CEF Equipe P PRCTG Cellule TOFE CPAF
on/i	Acquisition des équipements informatiques pour la CEF:  - 04 Ordinateurs PC - 02 Ordinateurs portables - 03 Imprimantes de bureau - 01 Imprimante portable - 02 Scanners - 02 Onduleurs.	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :  - Initiative PPTE, mesures pour le point d'achèvement, dette, pétrole; - Sensibilisation des élus locaux sur l'élaboration, le vote et le contrôle de la loi des finances.	Sensibilisation des Députés, Sénateurs et fonctionnaires permanents des deux chambres du Parlement sur les questions de :  - la corruption, la fraude et la concussion; - la vulgarisation rôle du Parlement.	·			Base des données à jour d'informations pour la prise des décisions	

DSRP	nt de l'efficacité du cadre de DSRP pase des Production d'u	suivi et de l'évaluation du DSRP  DSRP	PPTE	ACBF/FAD		de résultat	MEFB
DSRP  Production d'une données de meilleure le suivi et l'évaluation	DSRP pase des Production d'u	DSRP					MEER
Production d'une données de meilleure le suivi et l'évaluation	pase des Production d'u						MEER
- Appui à la traitement des statistiques - Elaboration de que Recrutement du statistique en post - Formation aux statistiques économiques.  Signature de la con l'équipe du projet et les pour l'utilisation des siconsultants internation	du DSRP omiques):  collecte et données stionnaires personnel e enquêtes socio  enquêtes socio  rention par partenaires ervices des	meilleure qualité et l'évaluation du cateurs macro suite):  ctorielles la collecte des et traitement des tatistiques.  rapport annuel et informations ui prend en indicateurs macro	apport aux nacro- npacts du  dback des	IDA/BM FNUAP OMS AFRISTAT & Macro International	Base des données disponible pour la production des données macro économiques.  Les statistiques socio-économiques de meilleure qualité pour un suivi efficace des indicateurs du DSRP sont produites.  Les rapports des évaluations de l'impact des politiques économiques sont disponibles.	PIB/Tête Taux de croissance Taux d'investissement Taux d'inflation Ratio du service dette Indice de pauvreté Sévérité de la pauvreté Taux brut ou net de scolarisation Taux de chômage % population ayant accès à l'eau potable % population ayant accès à l'électricité % population utilisant du bois de chauffe % des femmes participant aux structures de décision et de gestion du pays % des ressources allouées aux administrations locales Taux brut de natalité Taux de mortalité Taux de mortalité maternelle	DGE Cellule TOFE DGB MPLAN DGP DSRP CNSEE Mini. sectoriels Equipe P PRCTG CENAGES

bjectifs		Mesures prioritaires		D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
	10. Renforcement de l'efficac	cité du cadre de suivi et de l'évalu	ation du DSRP (Suite)					
	Organisation d'une enquête de comptabilité nationale en vue de la maîtrise du processus d'élaboration des comptes nationaux aux normes SCN 1993.  Ateliers de formation à Brazzaville en comptabilité nationale en appui au projet de renforcement des capacités en statistiques, études prospectives et planification pour la lutte contre la pauvreté au CONGO.	données.	DGE Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009		ACBF/FAD AFRISTAT RESPEC	Les comptes de la nation sont produits dans les délais et sont de source fiable.  Nombre des cadres et agents formés	Base des données des comptes nationaux aux normes SCN 1993	MPLAN: CNSSE DGPLAN DGE DGCP Cellule T Equipe P
	Reporting et feedback des activités 2008 aux partenaires.		Reporting et feedback des activités 2008 et 2009 aux partenaires.					
	Organisaten de la collecte des données pour le suivi du DSRP:  - Actualisation du 1 <sup>er</sup> profil de pauvreté au Congo (ECOM),  - Enquête démographique et santé (EDS).  Recrutement d'une assistance technique pour la réalisation des enquêtes ciblées:  - Assistant enquêtes QUIBB  - Spécialiste en statistiques économiques  - Assistance en superviseurs,  - Enquêteurs et agents de saisie au niveau national.	CNSEE  Enquête emploi pour la mesure de l'ampleur du chômage et caractéristiques  Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur :  - Techniques de l'enquête emploi (2) - Statistiques économiques (3).	CNSEE  Suivi et évaluation des actions entreprises en 2008 et 2009.		ACBF/FAD & AFRISTAT	Actualisation du profil de pauvreté  Mise en place d'une stratégie et des méthodes de collecte des données sur la conjoncture, l'emploi et les indicateurs de bien être.  L'annuaire statistique national est produit et diffusé	Indicateurs:  - socioéconomiques - du cadre de vie - de gouvernance pour le suivi DSRP  Nombre d'enquêtes réalisées au 31/12/2008	MPLAN: CNSSE DGPLAN DGE DGCP PRCTG EQUIPE Projet Cellule T S/C PAGGFP
<b>a</b> 0	Organisation de sept (7) ateliers de formation des agents, enquêteurs et superviseurs sur : les méthodes des enquêtes de type QUIBB (2).	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2008-2009.	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009- 2010.				Nombre d'atelier de formation réalisés au 31/12/2008	

bjectifs	Mesures prioritaires			D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE			de résultat	
	10.3. DEP Ministère de la santé	DEP Ministère de la santé	DEP Ministère de la santé		FNUAP OMS			
	Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS):  - Validation de la carte sanitaire 2005 - Elaboration des comptes satellites de la santé.	collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS) :  - Actualisation de la carte sanitaire en 2007/2008	Organisation des circuits de collecte et des études du système national d'information sanitaire (SNIS):  - Formation du personnel aux logiciels acquis - Relance de la production régulière de l'annuaire statistique.			La carte sanitaire 2005 est validée et celle des années 2007 et 2008 actualisée.  La production de l'annuaire statistique de la santé est effective.  Les comptes satellites de la santé sont élaborés.	La base des données du SNIS est à jour de données et informations sanitaires  Actualisation du profil de pauvreté en 2008 - 2009	CTS/PNOS Hôpitaux CNSEE Equipe P PRCTG S/C PAGGFP
	Organisation des séminaires de deux (2) nationaux à Brazzaville et à Pointe-Noire :			·				
	- Techniques de collecte des données.  Equipements informatiques et matériels de bureau :	- Techniques de restitution des données à la fin du projet						
M)	Matériel informatique et logiciels adaptés de statistiques sanitaires     Matériel de bureau.	, , ,	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009- 2010.	·				

<b>Objectifs</b>	Mesures prioritaires			D.	Partenaires	Résultats attendus	Indicateurs	Resp
	2008	2009	2010	PPTE	ļ <u> </u>		de résultat	
	11. Gestion, Gouvernance et suivi du Projet				·			
	Cellule de mise en œuvre du projet	Cellule de mise en œuvre du projet	Cellule de mise en œuvre du projet		ACBF/FAD			AEP CDCDB Parlem. MEFB
	Recrutement de l'équipe du projet (EP) :  - Coordonnateur, - Responsable administratif et comptable, - Responsable des acquisitions Responsable de formation - Secrétaire - Chauffeur - Planton.  Exécution et Suivi du projet (EP).	Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)	Exécution, Suivi et évaluation des actions menées par l'équipe du projet (EP)	-		Le comité de pilotage est effectif avec la large participation des Directeurs généraux  L'organe de coordination de l'EP est mis en place au sein du Cabinet du MEFB.  La cellule de mise en œuvre du projet est opérationnelle au sein du Cabinet du MEFB.	Taux de décaissement à 40% à fin 2007; 70% à fin 2008 et 100% en 2009  Production de 4 rapports d'activités par an  Production d'un rapport d'audit par an d'ici 2009.	
	Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance	Dispositions institutionnelles de suivi et de gouvernance				du Cabinet du MEI B.		
	Elaboration des cahiers de charges     Suivi de la conformité des prestations au sein de l'EP	Suivi des formations Evaluation des activités au de l'EP	Reporting et feedback aux partenaires des actions menées en 2009- 2010.					CPP DGB DGCF IGF CDCDB
 ₩)		Reporting et feedback aux partenaires des actions 2008-2009.			*	mark statistics		CNSEE Parlem. S/C PAGGFP